



ASSEMBLEE NATIONALE

LOI n° 2014-007

Portant institution de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme

EXPOSE DES MOTIFS

Madagascar a ratifié les principaux instruments juridiques internationaux des Droits de l'Homme. A cet effet, il a l'obligation de :

- mettre en œuvre les recommandations émanant des Organes de Traités et du Conseil de Droits de l'Homme à l'issue de l'Examen Périodique Universel
- prendre toutes les mesures nécessaires en vue de leur mise en œuvre effective au niveau national notamment par des réformes législatives, judiciaires ou autres et la mise en place et l'opérationnalisation d'une Commission Nationale des Droits de l'Homme conforme aux Principes de Paris.

En effet, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté suivant la résolution A/RES/48/134 du 20 décembre 1993 un ensemble de normes internationales pour les institutions nationales de défense des droits de l'homme à travers les Principes de Paris.

Ces Principes de Paris constituent un indicateur retenu par l'ONU pour évaluer la crédibilité des institutions nationales de défense des Droits de l'Homme tant au niveau national qu'international. Ces Principes insistent sur l'importance pour ces commissions d'avoir un mandat étendu, une composition pluraliste et représentative, d'être instituées par un texte fondateur constitutionnel ou législatif, d'être indépendantes vis-à-vis du pouvoir exécutif notamment concernant la nomination de leurs membres.

En outre, à maintes reprises, les organes conventionnels et le Conseil des Droits de l'Homme ont adressé à Madagascar des recommandations insistant sur la nécessité de mettre en place et d'opérationnaliser une institution nationale indépendante des Droits de l'Homme conforme aux Principes de Paris.

Prenant en compte ces recommandations et après confrontation de la Loi n° 2008-012 du 17 juillet 2008 portant institution du Conseil National des Droits Humains (CNDH) avec les Principes de Paris, force est de constater que certains principes fondamentaux n'ont pas été respectés.

La dénomination ne reflète pas expressément le caractère indépendant de l'institution. Par ailleurs, l'emprise de l'exécutif est manifeste à travers la désignation des 7 des 9 membres du Conseil.

De tout ce qui précède, par la présente loi, la dénomination Conseil National des Droits Humains a été remplacée par « Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme » dont les membres exerceront leur fonction à temps plein pour pouvoir donner des réponses rapides et appropriées aux cas de violations perpétrées.

De même, la désignation des représentants des entités membres de l'institution est attribuée à ses pairs à l'exception du représentant de l'exécutif qui n'a pas voix délibérative.

La composition de l'institution créée allie la représentativité, le pluralisme, l'expertise, l'expérience, la bonne moralité, l'intégrité, l'attachement aux valeurs et principes des Droits de l'Homme.

Cette loi comporte 34 articles regroupés en 8 chapitres intitulés respectivement :

- Chapitre préliminaire : Dispositions générales
- Chapitre premier : Des attributions de la CNIDH
- Chapitre II : De la composition de la CNIDH
- Chapitre III : De l'organisation et du fonctionnement de la CNIDH
- Chapitre IV : De la saisine de la CNIDH
- Chapitre V : De la procédure d'examen des plaintes
- Chapitre VI : Dispositions financières
- Chapitre VII : Dispositions finales

Le chapitre préliminaire traitant des dispositions générales institue une Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) et est composé d'un article.

Le chapitre premier consacré aux attributions de la CNIDH composé de 4 articles donne un mandat aussi étendu que possible à la CNIDH.

Le chapitre II traite de la composition de ladite commission comprend 10 articles. Une composition pluraliste, représentative et dont les procédures de nomination sont indépendantes.

Le chapitre III composé de 7 articles prévoit l'organisation et le fonctionnement de la CNIDH, qui pour plus d'efficacité et de stabilité exerce une fonction régulière et à plein temps.

Le chapitre IV concerne la compétence de la CNIDH et est composé de 3 articles. Il traite de la saisine de la CNIDH ainsi que de la recevabilité de la requête.

Tel est l'objet de la présente loi.



ASSEMBLEE NATIONALE

Loi n° 2014-007

portant institution de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du 19 juin 2014, la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PRELIMINAIRE

Dispositions générales

Article premier- Il est institué un organisme spécialisé chargé de la promotion et de la protection des Droits de l'Homme, dénommé Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme(CNIDH).

La Commission est un organisme apolitique, indépendant, doté de la personnalité morale, jouissant de l'autonomie administrative et financière.

Le siège de la Commission est basé à Antananarivo, capitale de la République de Madagascar.

Dans son fonctionnement, la Commission n'est soumise qu'à la loi. Aucun organe de l'Etat ne peut lui donner des injonctions dans l'accomplissement de sa mission.

CHAPITRE PREMIER

Des attributions de la Commission

Art. 2-La Commission travaille à temps plein. Elle est chargée de :

1. promouvoir et protéger tous les Droits de l'Homme sans exception ;
2. fournir à titre consultatif à l'Exécutif , au Législatif , à la Cour Suprême et à tout autre organe compétent, soit à la demande des autorités concernées, soit en usant de sa faculté d'auto-saisine, des avis, recommandations, propositions et rapports concernant toute question relative à la promotion et à la protection des Droits de l'Homme;
3. dans le respect de son indépendance, formuler des avis à l'Exécutif concernant les libertés fondamentales et les Droits de l'Homme, sur les Droits

de la femme, de l'enfant, des personnes en situation d'handicap, des personnes âgées et de tout autre groupe vulnérable;

4. élaborer des rapports sur la situation nationale des Droits de l'Homme et les libertés fondamentales en général, ainsi que sur des questions plus spécifiques ;
5. promouvoir et assurer l'harmonisation des lois, des règlements et des pratiques nationales avec les instruments sous régionaux, régionaux et internationaux relatifs aux Droits de l'Homme, auxquels l'Etat malagasy est partie, et veiller à leur mise en œuvre effective;
6. encourager la ratification des instruments régionaux et internationaux relatifs aux Droits de l'Homme ou l'adhésion à ces textes et s'assurer de leur mise en œuvre ;
7. interpeller l'Exécutif et ses démembrements sur les situations de violation des Droits de l'Homme dans tout le pays, lui proposer toute initiative tendant à y mettre fin et, le cas échéant, émettre un avis sur les positions et réactions des autorités concernées ;
8. examiner les lois et les règlements en vigueur ainsi que les projets et propositions de loi et faire les observations appropriées en vue de garantir que ces textes soient conformes aux principes fondamentaux des Droits de l'Homme; recommander, si nécessaire, l'adoption d'une nouvelle législation, l'adaptation de la législation et de la réglementation en vigueur, et si besoin est leur modification;
9. coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et tout autre organisme des Nations unies, les institutions sous régionales, régionales ainsi que les institutions nationales d'autres pays, compétentes dans les domaines de la promotion et de la protection des Droits de l'Homme;
10. contribuer à la rédaction des rapports que l'Etat doit présenter aux organes et comités des Nations unies, ainsi qu'aux institutions sous régionales, régionales, en application de ses obligations conventionnelles et le cas échéant, émettre un avis à ce sujet dans le respect de son indépendance ;
11. faire connaître les Droits de l'Homme et la lutte contre toutes les formes de violation des Droits de l'Homme, en sensibilisant l'opinion publique, notamment par l'information, l'éducation et en faisant appel, entre autres, à tous les organes de presse ;
12. être associé à l'élaboration des programmes concernant l'enseignement et la recherche sur les Droits de l'Homme et participer à leur mise en œuvre dans les milieux scolaires, universitaires, sociaux et professionnels ;

13. recevoir et examiner les plaintes et requêtes individuelles ou collectives en matière de violation des Droits de l'Homme et rechercher un règlement amiable par la conciliation ou les transmettre à toutes autorités compétentes le cas échéant.

Art. 3- La Commission adopte son règlement intérieur

Art.4 -La Commission procède à des études, analyses, enquêtes, et publications sur toutes questions relatives aux Droits de l'Homme et aux libertés fondamentales.

La Commission saisit les autorités compétentes sur tous les cas de violations notamment celles liées :

- a) à la pratique de la torture, ou aux autres peines et traitement cruels, inhumains ou dégradants pendant la garde à vue ou pendant la détention en milieu carcéral ou dans les centres de rééducation et de réinsertion;
- b) à l'existence de lieux où se pratique la détention secrète;
- c) aux disparitions forcées, aux transferts secrets ;
- d) à la pratique de discrimination raciale, des pires formes de travail des enfants et de traite des personnes ;
- e) à la liberté d'opinion, d'expression et de manifestation.

Art.5- Dans l'accomplissement de leurs attributions, les membres de la Commission jouissent des garanties liées au statut de défenseurs des Droits de l'Homme stipulé dans la Déclaration des Nations unies sur les droits de protection des défenseurs de Droits de l'Homme.

CHAPITRE II

De la composition de la Commission

Art.6-La Commission est composée d'un Président et de 10membres portant le titre de Commissaire. Le Président de la Commission a rang de Chef d' d'institution et bénéficie des mêmes avantages et émoluments.

Les Commissaires ont rang de Directeurs de Ministères et à ce titre bénéficient des mêmes avantages et traitements.

La désignation des membres tient compte dans la mesure du possible de la représentativité féminine, du pluralisme, de la compétence et de l'expertise.

Les membres sont répartis comme suit :

- Un (e) représentant (e) de l'Assemblée Nationale et un (e) représentant (e)du Sénat, désignés respectivement par le Bureau Permanent de chaque Chambre ;
- Un (e) représentant (e) de l'exécutif ayant voix consultative, désigné par le Premier Ministre. Il ou elle ne porte pas le titre de commissaire.

- Un(e) professeur de droit d'universités publiques désigné par le corps professoral d'appartenance ;
- Sept (7) représentants de la Société civile, désignés ou élus par chaque corps d'origine, après appel à candidature, suivant les critères prévus à l'article 7 ci-dessous :
 - o Un(e) (1) représentant (e) des associations œuvrant dans la protection des droits de l'enfant ;
 - o un(e) représentant (e) des associations œuvrant dans la protection des droits de la femme ;
 - o Un(e) représentant(e) des associations œuvrant dans la protection des droits des personnes vivant avec handicap ;
 - o Un(e)représentant(e) de l'Ordre des Avocats;
 - o Un(e) (1) représentant(e) de l'Ordre des Journalistes ;
 - o Deux représentants des Organisations Non Gouvernementales œuvrant dans la défense des Droits de l'Homme.

A l'exception du représentant de l'exécutif, les Commissaires exercent leur fonction à temps plein et à ce titre ils sont rémunérés.

Avant d'entrer en fonction, les membres de la Commission prêtent serment devant la Cour Suprême en audience solennelle et en ces termes:

« Moi (Nom et Prénom), membre de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme, je jure de remplir fidèlement et en toute indépendance et impartialité mon mandat, de ne me laisser jamais guider par aucun intérêt partisan ou particulier et de me consacrer entièrement à la protection et à la promotion des droits de l'Homme dans le strict respect de la Constitution, des conventions internationales de protection des Droits de l'Homme ainsi que les autres lois en vigueur ».

« Izaho.....mpikambana ao amin'ny Filankevi-pirenena mahaleotena momba ny Zon'olombelona dia miniana fa hanatontosa am-pahamarinana sy am-pahaleovantena tanteraka ary tsy mitanila ary hanokana manontolo ny heriko ho fampivoarana sy fiarovana ny Zon'olombelona anatin'ny fanajana ny Lalam-panorenana, ireo lalàna iraisam-pirenena miaro ny Zon'olombelona ary ny lalàna manan-kery eto amin'ny tany sy ny fanjakana ».

Art.7-Les membres de la Commission doivent remplir les conditions suivantes :

- a- être de nationalité malagasy ;
- b- avoir une bonne connaissance et une solide expérience en matière de Droits de l'Homme;
- c- être notoirement reconnu pour son impartialité, sa conduite morale, son intégrité et son attachement aux valeurs et principes de Droit de l'Homme ;

- d- ne pas être membre dirigeant de parti politique ;
- e- ne pas exercer une fonction électorale, publique ou privée à plein temps à l'exception de l'enseignement ou de la recherche.

Art.8- L'acte de nomination des membres est officialisé par décret du Président de la République dans un délai d'un mois à partir de la date de réception de la dernière lettre de désignation émanant des entités concernées.

Les membres sont nommés pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable une fois.

Art. 9 - Le mandat des membres est irrévocable sauf dans les cas prévus par la présente loi et le règlement intérieur de la Commission:

- Non-respect des conditions d'éligibilité découvert après nomination ;
- Indisponibilité dûment constatée par le Bureau ;
- Manquements graves précisés par le règlement intérieur.

La révocation est prononcée par le Président de la Commission après la délibération prise au moins par les 2/3 des membres pour manquements graves, après audition de l'intéressé, sans préjudice des poursuites pénales qui peuvent être engagées contre lui.

La décision de révocation du Président de la Commission est susceptible de recours devant le Conseil d'Etat.

Art. 10-Le Bureau Exécutif de la Commission notifie aux entités concernées l'avis d'expiration du mandat 7 mois à l'avance.

Le processus de renouvellement des membres de la Commission s'opère six mois avant l'expiration de leur mandat suivant les modalités prévues à l'article 6 et suivants de la présente loi.

Lorsqu'une vacance est constatée par le Bureau Exécutif avant la date normale d'expiration de mandat, il est procédé au remplacement du membre dans un délai de trois mois, dans les mêmes conditions prévues à l'article 6 et suivants de la présente loi pour mener à terme le mandat en cours.

Art.11-Le Président et le Vice-président de la Commission sont élus par et parmi les commissaires pour un mandat de quatre ans renouvelable une fois.

Ils constituent l'organe permanent de la Commission.

Art. 12 - Le Président représente la Commission. Il est l'ordonnateur du budget.

La Commission dispose d'un Secrétariat, dirigé par un Secrétaire Général, nommé par le Président sur proposition des membres de la Commission réunis en assemblée générale après appel à manifestation d'intérêt.

Le Secrétaire Général travaille à plein temps et est rémunéré à ce titre. Il siège à titre consultatif.

Le Secrétaire Général rend compte de ses activités à la Commission. Il n'est pas membre du Bureau exécutif de la Commission.

Art. 13 - Aucun membre de la Commission ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions émises ou actes accomplis dans l'exercice de son mandat et liés à sa mission.

Sauf, dans les cas de flagrant délit, aucun membre ne peut être poursuivi, arrêté ou jugé sans l'autorisation préalable des membres de la Commission.

Les Bureaux et le siège de la Commission sont inviolables.

CHAPITRE III

De l'organisation et du fonctionnement de la Commission

Art.14—La Commission se réunit au minimum deux fois par an en assemblée générale ordinaire. Il peut se réunir en assemblée générale extraordinaire pour les questions urgentes sur convocation du Président ou des deux tiers (2/3) des membres.

Si le quorum n'est pas atteint, le Président convoque une deuxième réunion dans un délai de quinze jours au plus tard. Lors de cette deuxième réunion, la Commission peut valablement statuer quel que soit le nombre de membres présents.

Art.15- Les membres de la Commission ont voix délibérative à l'exception du représentant de l'exécutif et du Secrétaire général. En cas d'égalité de voix au cours de la délibération, celle du Président de séance est prépondérante.

Art.16- Le Bureau Exécutif de la Commission est composé du Président, du Vice-président assisté et d'un Rapporteur.

Les Vice-Président et le Rapporteur sont nommés par le Président après élection par ses pairs.

Outre l'élaboration et l'adoption du budget, le Bureau Exécutif est chargé de la décision de modalités de fonctionnement de la Commission, de l'établissement de l'ordre du jour et de la préparation de rapport.

La Commission peut désigner certains de ses membres pour constituer en tant que de besoin des groupes de travail chargés d'étudier les questions spécifiques et de lui présenter toutes recommandations utiles.

Le règlement intérieur fixe également les modalités de fonctionnement des groupes de travail.

La Commission ou le groupe de travail peut, s'il le juge utile, entendre ou consulter des personnes physiques ou morales ayant une compétence particulière en matière de Droits de l'Homme.

Art.17-La Commission collabore et coopère avec les entités gouvernementales et non - gouvernementales œuvrant pour la promotion et la protection des Droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'à la protection des groupes vulnérables.

Art.18-La Commission est habilitée à s'adresser directement au public ou par l'intermédiaire de tout organe de presse pour faire connaître ses actions et particulièrement pour rendre public ses avis et recommandations.

Art. 19- la Commission publie un rapport annuel de ses activités et le présente au Parlement.

Copies de ces rapports sont adressées :

- au Président de la République ;
- au Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- à tous les ministères et autres institutions publiques concernées

La Commission doit rendre public son rapport.

Art.20- En tant que de besoin, la Commission peut se doter des antennes provinciales/régionales pour l'aider à s'acquitter de ses fonctions.

La création et le fonctionnement de ces structures décentralisées seront précisés par voie de décret.

CHAPITRE IV

De la compétence de la Commission

Art.21-La Commission est habilitée à examiner librement toutes questions relevant de sa compétence, qu'elles soient soumises par le gouvernement ou décidées par auto saisine sur proposition de ses membres ou de tout requérant.

La plainte peut être individuelle ou collective ; La Commission est saisie par la victime ou ses ayants droit, par des organisations non gouvernementales des Droits de l'Homme ou par toute autre personne physique ou morale intéressée.

La saisine de la Commission se fait par déclaration verbale ou par plainte enregistrée au Bureau de la Commission décrivant la violation alléguée. Elle indique également l'identité du présumé auteur ainsi que son adresse.

Art.22 - Les conditions de recevabilité des plaintes doivent être définies dans le règlement intérieur et doivent être rendues publiques.

Dès qu'elle estime la requête recevable, la Commission désigne un de ses membres aux fins d'instruire le cas et de chercher les solutions pour faire cesser la violation.

Elle peut entendre toute personne et obtenir toutes informations et tous documents nécessaires à l'appréciation de situations relevant de sa compétence.

Art.23-La Commission déclare irrecevables les requêtes :

- fondées uniquement sur les rumeurs ;
- ne relevant pas de sa compétence ;
- objet d'une saisine devant une juridiction ou toute autre instance administrative.

Toutefois, lorsque des actes ou situations de violations manifestes sont en cours devant une juridiction compétente ou une autorité administrative, la Commission peut intervenir et formuler des avis et recommandations sur les mesures nécessaires pour faire cesser les violations constatées.

Si la plainte est irrecevable, la Commission informe immédiatement le ou les intéressés, en motivant sa décision. La plainte peut être reconsidérée si, ultérieurement, les motifs d'irrecevabilité n'existent plus.

CHAPITRE V

De la procédure d'examen des plaintes

Art.24- La procédure devant la Commission est gratuite, contradictoire, et confidentielle.

La Commission ne peut valablement siéger que si les 2/3 de ses membres sont présents.

Les séances de la Commission ne sont pas publiques et le délibéré se fait à huis clos.

Art. 25 - La victime ou le présumé auteur peut récuser les membres de la Commission sur base des faits prouvés.

Tout membre de la Commission peut être récusé ou se récuser dans les cas ci après :

- si lui-même ou son conjoint a un intérêt personnel dans l'affaire ;
- s'il est parent ou allié jusqu'au 4^{ème} degré inclus d'une des personnes mises en cause ou appelées à témoigner ou intéressées comme victimes ou témoins dans l'affaire sous investigation ;
- s'il y a amitié ou inimitié prononcée entre lui et l'une des parties ;
- s'il a déjà donné un avis dans l'affaire ;
- si l'une des personnes en accusation ou des victimes est attachée à son service.

Le présumé auteur ou la victime ne peut récuser plus d'un tiers des membres de la Commission.

Art 26-La plainte est notifiée au présumé auteur qui est invité à se présenter devant la Commission dans un délai qu'il fixe.

En cas de saisine d'office, la Commission invite directement le présumé auteur à se présenter à une date qu'il précise. La date est communiquée à la victime ou à son représentant, à ses ayants droit ainsi qu'aux éventuels témoins.

Art. 27-La Commission peut procéder à des enquêtes ou investigations de recoupement.

Pour mener les enquêtes et pendant les visites des lieux de détention, les services concernés doivent contribuer à la facilitation des visites des lieux de détention et de l'obtention de toute information, dont l'accès à tout document utile à la Commission.

Le refus des agents/services de l'Etat de communiquer les documents et informations utiles à la Commission est passible de sanctions disciplinaires à l'exception des documents couverts par la confidentialité.

La Commission peut entendre toute personne lui permettant d'apprécier la situation objet de sa saisine ou constatée dans un lieu de détention.

La Commission peut se faire assister par les forces de l'ordre et d'autres services de l'Etat pour donner effet aux pouvoirs à lui reconnus par la présente loi.

Les personnes appelées à être entendues devant la Commission sont tenues d'y répondre.

La Commission doit prendre les mesures nécessaires pour la protection des victimes et des témoins.

Art.28-La Commission peut procéder à la conciliation pour apporter une solution aux cas de violation relevés et octroyer une juste et équitable réparation à la victime.

Le commissaire désigné peut proposer une résolution à l'amiable de la violation dans les limites fixées par la loi. Au cas où il y parvient, un rapport circonstancié est adressé à la Commission pour décision et clôture.

Au terme de ses enquêtes et investigations, le commissaire désigné transmet son rapport à la Commission pour décision.

En cas de conciliation, la décision est entérinée par les parties. Dans le cas contraire, la Commission peut suggérer la saisine des autorités compétentes, dont le recours judiciaire.

CHAPITRE VI

Dispositions financières

Art.29-Les crédits nécessaires à l'accomplissement de la mission de la Commission font l'objet d'une inscription précise au budget général de l'Etat suivant les règles de la loi des finances.

La Commission dispose d'une ligne budgétaire autonome inscrite dans la loi des finances et gérée conformément aux règles de la comptabilité publique.

Les crédits alloués doivent couvrir les dépenses de fonctionnement et d'équipement.

Art.30-La Commission peut recevoir des dons, legs ainsi que des subventions provenant des fondations privées et des partenaires au développement, dans le respect de son indépendance.

Art.31-A titre transitoire et jusqu'à la mise en place effective du Bureau de la Commission, une commission ad hoc est chargée d'élaborer et de soutenir le crédit à allouer à la Commission en conférence budgétaire en vue de son inscription dans la loi des finances 2014.

La commission ad' hoc est composée de :

- 2 représentants de la Primature ;
- 2 représentants du Ministère des Affaires Etrangères ;
- 2 représentants du Ministère de la Justice ;
- 2 représentants du Ministère des finances.

La commission ad' hoc est présidée par la Primature.

Le Bureau prépare, élabore et présente son budget en conférence budgétaire.

CHAPITRE VII **Dispositions finales**

Art.32-Toutes dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées notamment la Loi n° 2008-012 du 17 juillet 2008 portant institution du CNDH.

Art.33- Des textes réglementaires préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

Art.34-La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République.

Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Antananarivo, le 19 juin 2014

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, p.i

LE SECRETAIRE,

MAHAZOASY Mananjara Freddie



Volavolan-dalàna mikasika ny fananganana ny Vaomieram-pirenena mahaleotena momba ny zon'olombelona.

FAMELABELARANA NY ANTONY

Madagasikara dia mankatoa ny ankamaroan'ireo fifanarahana iraisam-pirenena momba ny zon'olombelona. Arak'izay dia manana andraikitra :

- Hanatanteraka ireo toromarika avy amin'ireo rafitra mpanaramaso. Ireo fifanarahana iraisam-pirenena sy ny filankevitra momba ny zon'olombelona tao aorina ny nandinihiny ny tatitra « Examen Périodique Universel » EPU.
- Handray izay fepetra rehetra ilaina ho fampiharana eo anivon'ny firenena indrindra amin'ny alalan'ny fanaovana lalàna, na ara-pitsarana na amin'ny fomba hafa ary amin'ny fampandehanana ny Vaomieram-Pirenera momba ny zon'olombelona mifanaraka amin'ny « Principes de Paris ».

Ny fivoriam-be ny Firenena Mikambana tokoa mantsy dia mandany araka ny fanampahan-kevitra A/RES/48/134 tamin'ny 20 desambra 1993 fenitra iraisam-pirenena maromaro momba ny fananganana Vaomieram-pirenena miaro ny zon'olombelona notsoahina avy amin'ny « Principes de Paris ».

Ireo « Principes de Paris » ireo dia tondra famantarana notanan'ny Firenenna Mikambana ahazoana manombana ny fitokisan'ireo Vaomieram-pirenena miaro ny zon'olombelona na eo anivon'ny firenena na eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena.

Ireo fepetra ireo dia manindry ny amin'ny maha zava-dehibe ho an'ireo Vaomiera ireo ny hananany :

- fahefana malalaka,
- mpikambana maro lafy ary mahasolotena ny maro
- ny hananganana azy amin'ny alalan'ny lalàm-panorenana na lalàna
- ny hananany fahaleovantena tsy iankinanay amin'ny fahefana mpanatanteraka mahakasika ny fanendrena ireo mpikambana ao aminy.

Ankoatra izay, efa matetika ireo rafitra mpanaramaso ny fifanarahana iraisam-pirenena sy ny filankevitry ny zon'olombelon'ny Firenena Mikambana no manome toromarika maro ho an'ny Madagasikara, ny amin'ny tena ilàna ny fametrahana sy fampandehanana ny Vaomieram-pirenena mahaleotena momba ny zon'olombelona mifanaraka amin'ny "Principes de Paris".

Ho fampiharana ireo toromarika ireo ary rehefa natao ny fampitahana ny lalàna n° 2008-012 tamin'ny 17 jolay 2008 manangana ny filankevi-pirenena momba ny zon'olombelona (CNDH) tamin'ny fepetra voarakitra ao amin'ny "Principes de Paris", dia tsapa fa misy tsy najaina ny sasantsasany amin'ireo fepetra fototra.

Ny anarana nomena ilay Vaomiera dia tsy ahitana mazava ny maha mahaleotena azy, ny tombondahiny hananan'ny fahefana mpanatanteraka eo amin'ny fanendrena mpikambana miisa 7 amin'ireo 9 voatondro.

Noho ireo antony ireo, ny anaran'ny "Filankevi-Pirenena momba ny zon'olombelona" (Conseil National des Droits Humains) dia soloina ho « Vaomieram-pirenena mahaleotena momba ny zon'olombelona » (Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme) ka ireo mpikambana ao aminy dia hiasa mandavantaona mba ahazaona manome valiny maika sy mifanaraka amin'ireo tranga mahakasika tsy fanajana zon'olombelona misy.

Tahaka izany koa ny fanendrena ireo mpikambana dia ankinina amin'ireo mpiray vondron'asa aminy avy afa tsy ny solotena ny fahefana mpanatanteraka izay tsy mandray anjara amin'ny fanapahankevitra raisina amin'ny alalan'ny fandatsahambato.

Ireo mpikambana ao amin'ny Vaomiera natsangana dia avy amin'ny sehatra samihafa, marolafy, manana fahaizana sy traikefa, tsara fitondrantena sy marina ary mandala ireo soatoavina sy ireo fenitra mahakasika ny zon'olombelona.

Ity volavolan-dalàna ity dia ahitana andininy 37 natambatra ao anaty toko 8:

- toko momba ny fepetra ankapobeny;
- toko voalohany: asa aman'andraikitra ny Vaomiera;
- toko faharoa: ireo mpikambana mandrafitra ny Vaomiera;
- toko fahatelo: fandaminana sy fampandehanana ny Vaomiera;
- toko faha efatra: fahefan'ny Vaomiera;
- toko faha dimy: paik'ady fandinihana fitarainana;
- toko faha enina: momba ny fepetra ara-bola;
- toko faha fito: fepetra famaranana.

Ny toko momba ny fepetra ankapobeny manangana ny Vaomieram-pirenena mahaleotena momba ny zon'olombelona dia ahitana andininy tokana (1)

Ny toko voalohany mahakasika ny andraikitra ny Vaomieram-pirenena mahaleotena momba ny zon'olombelona ahitana andininy efatra (4) dia manome fahefana malalaka ho an'io Vaomiera io.

Ny toko faharoa mahaakasika ireo mpikambana mandrafitra ny Vaomieram-pirenena mahaleotena momba ny zon'olombelona dia ahitana andininy folo (10). Ireo mpikambana dia avy amin'ny sehatra samihafa, marolafy, mahasolotena any maro ary ny fomba entina manendry azy ireo dia mahaleotena,

Ny toko fahatelo ahitana andininy fito (7) mikasika ny fandaminana sy ny fampandehanana ny Vaomiera dia miasa mandavantaona mba ahazaona vokotra mahaomby sy fahamarinan-toerana.

Ny toko faha efatra ahitana andininy telo (3) dia mahakasika ny fahefan' ny Vaomiera, ny fombafomba arahina raha hitondra raharaha eo antrahany sy ireo fepetra ilazana fa azo raisina na tsia ny fitarainany.

Ny toko faha dimy ahitana andininy dimy (5) mamaritra ny paika arahina mahakasika ny fandinihana fitarainana.

Ny toko faha enina misy andininy efatra (4) no mamaritra ny fepetra ara-bola.

Ny toko faha fito misy andininy telo (3) dia mahakasika ny fepetra famaranana

Dia toa izay ny votoatin'ity volavolan-dalàna, izay voninahitra ho ahy ny manolotra azy mba ho ankatoavinareo.

NY MPITAHIRY NY KASEM-PANJAKANA,
MINISITRY NY FITSARANA

RAMANANTENASOA Noeline

FIADIDIANA NY REPOBLIKA

Volavolan-dalàna N° 007/2014 tamin'ny 28 May 2014 mikasika ny fananganana ny Vaomieram-pirenena Mahaleotena momba ny Zon'olombelona.

Ny Antenimieram-Pirenena, tao amin'ny fivoriana ara-potoana ny ;

NY FILOHAN' NY REPOBLIKA, FILOHAM-PANJAKANA

Araka ny Lalàmpanorenana;

Araka ny fanapahana mitondra ny laharana n°/2014 tamin'nynavoakan' ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana.

MAMOAKA NY LALANA MANARAKA IZAO:

TOKO MOMBA NY FEPETRA ANKAPOBENY

Andininy voalohany: Atsangana ny Rafitra manokana mahaleotena miandraikitra ny fampiroboroboana sy fiarovana ny zon'olombelona antsoina hoe: "Vaomieram-pirenena Mahaleotena momba ny Zon'olombelona". Ny Vaomiera dia tsy rafitra politika, manana satan'ny olona tsy am-batana, mizakatena ara-pitantanana sy ara-bola.

Ny foiben-toeran'ny Vaomiera dia eto Antananarivo renivohitry ny Repoblikan'i Madagasikara.

Ny lalàna ihany no mibaiko ny Vaomiera eo ampanatanterahana ny asany. Tsy mandray toromarika na baiko avy amin'ny rafitra ara-panjakana ny vaomiera eo ampanatanterahana ny asany.

TOKO VOALOHANY

Momba ny asa aman'andraikitra ny Vaomiera

And. 2. Ny Vaomiera dia :

1. mampiroborobo sy miaro ny zon'olombelona rehetra tsy misy fanavahana ;
2. manome tolokevitra ho an'ny Mpanatanteraka, Mpanao lalàna, ny Fitsarana Tampony ary ny manampahefana hafa voakasika, ny heviny, ny sosokeviny ary ny tatitra mifandraika amin'ny fampiroborobona sy fiarovana ny zon'olombelona araka ny fangatahan'ireo manampahefana voakasika ireo na avy aminy manokana ;
3. mahaleotena tanteraka izy rehefa manome ny heviny ho an'ny fahefana Mpanatanteraka momba ny fahalalahana fototra sy ny zon'olombelona, ny zon'ny vehivavy, ny zon'ny ankizy, ny zon'ireo olona manana fahasembanana, ny zon'ny zokiolona ary zon'ireo vondron'olona merefo hafa ;
4. mandrafitra tatitra mikasika ny toerana misy ny zon'olombelona sy ny fahafahana fototra amin'ny ankabopebeny eo anivon'ny firenena na koa mahakasika toe-draharaha manokana;
5. mampiroborobo, manaramaso ny fampitoviana an'ireo didy aman-dalàna sy ny fomba amam-panaon'ny firenena amin'ireo lalàna isam-paritra sy iraisam-pirenena momba ny zon'olombelona nankatoavin'ny Fanjakana Malagasy ary manaramaso ny tena fampiaharana azy ireny ;

6. mampirisika ny fankatoavana ireo fifanarahana isam-paritra na iraisam-pirenena momba ny zon'olombelona na koa fidirana ho mpikambana amin'ireny fifanarahana ireny sy ny fanarahamaso ny fanatanterahana azy ;
7. manaitra ny fahefana Mpanatanteraka sy ireo ratsamangaikany mikasika ny fanitsakitsahana ny zon'olombelona, manome tolokevitra na taridalana mikendry ny ampitsaharana izany ary raha ilaina, manome hevitra mahakasika ny fanapahankevitra noraisin'ny manampahefana voakasika ;
8. mandinika an'ireo didy aman-dalàna manankery, na koa ireo volavolan-dalàna sy tolo-dalàna, manao fanamarihana, manome sosokevitra, mba handrindrana, handanina lalàna vaovao ary raha ilaina hanovana an'ireny hifanaraka amin'ny hevitra fototra momba ny zon'olombelona;
9. miara miasa amin'ny Firenena Mikambana na rafitra hafa ny Firenena Mikambana na ireo andry isamparitra sy ireo andrim-pirenena hafa misahana ny fampiroborobona sy fiarovana ny zon'olombelona ;
10. Mandray anjara amin'ny fandrafetana ny tatitra ataon'ny fanjakana momba ny fampiharana ny zon'olombelona ho an'ny rafitra sy komity eo anivon'ny Firenena Mikabana na koa ho an'ireo andry isamparitra ho fampiharana ireo fifanarahana iraisampirenena ary mamoaka ny heviny mahakasika izany anatin'ny fahaleovantena tanteraka ;
11. Mampahafantatra ny zon'olombelona sy ny ady atao amin'ny fanitsakitsahana ireny amin'ny alalan'ny fanabehazana, fampahalalana sy fanetsehana ny saimbahoaka iarahana amin'ny haino amanjery ;
12. Mandray anjara amin'ny fandrafetana sy fanatanterahana ny tetikasampianarana sy fikarohana momba ny Zon'olombelona eny anivon'ny sekoly fanabeazana fototra, fampianarana ambony, fiarahamonina sy toerampiasana ;
13. Mandray sy mandinika ny fitorina sy fitarainana manokana na mitambatra mikasika fanitsakitsahana zon'olombelona ka mikaroka fifanarahana amin'ny alalan'ny raharahampihavanana na koa mandefa ireny any amin'ny manampahefana ;

And. 3. Ny Vaomieram-Pirenena Mahaleotena momba ny Zon'olombelona no mandrafitra ny fitsipika anatin'ny mifehy azy.

And. 4. Manao fandalinana, famakafakana, fanadihadina, ary fampahafantarana ny vahoaka izay rehetra mahakasika ny zon'olombelona sy ireo fahalalana fototra ny Vaomiera. Ny Vaomiera dia mitondra eo anatrehan'ny manam-pahefana ireo tranga ahitana tsy fanajana zon'olombelona mahakasika:

- a. fampijaliana sy ny sazy hafa na fomba fanao lozabe, feno habibiana na manambany ny mahaolona mandritra ny fanaovana andrimaso, mandritra ny fitanana am-ponja, na eny anivon'ny tobim-panabeazana sy fanarenana;
- b. fisian'ireo toera-pamonjana miafina;

- c. fanafenana olona an-keriny na famindran'olona antsokosoko;
- d. fanavakavaham-bolokoditra, fampiasana ankizy amin'ny fomba mamofady sy ny fanondranana na fivarotana olona;
- e. fahalalahana miteny sy maneho hevitra ary manao fihetsiketsehana am-pilaminana.

And. 5. Eo ampanatanterahana ny andraikiny ireo mpikambana ao amin'ny Vaomiera dia mahazo ireo antoka momba ny fiarovana azy ka mifanaraka amin'ny sata ho an'ireo mpiaro ny zon'olombelona arak'izay voalaza tamin'ny Fanambaran'ny Firenena Mikambana mahakasika ireo zo ho fiarovana ireo mpiaro ny zon'olombelona.

TOKO FAHAROA

Ireo mpikambana mandrafitra ny Vaomiera

And. 6. Ny Vaomiera dia ahitana mpikambana, iray (1) Filoha ary mpikambana folo (10) mitondra anarana Kaomisera. Ny filohan'ny Vaomiera dia mitovy laharana amin'ny Lehibe ny Andrim-panjakana ary mahazo tombontsoa sy karama mitovy aminy.

Ireo Kaomisera dia mitovy laharana amin'ny tale eny amin'ny Minisitery ary mahazo tombontsoa sy karama mitovy aminy.

Ny fanendrena ireo mpikambana dia manaja araka izay azo atao ny fandraisana anjaran'ny vehivavy, ny marolafy, ny traikefa ary ny fahaizana.

Ny mpikambana dia mitsinjara ho toy izao:

- iray (1) solotenan'ny Antenimieram-pirenena ary iray (1) solotenan'ny Antenimieran-dohaolona tendren'ireo birao maharitra avy;
- iray (1) solotenan'ny mpanatanteraka, akana hevitra tendren'ny Praiministra. Izy dia tsy mitondra anarana Kaomisera;
- Iray mpampianatra lalàna eny amin'ny oniversitem-panjakana tendren'ny olafitry ny fampianarana niaviny;
- Fito (7) solotenan'ny fiarahamonim-pirenena tendrena na voafidin'ireo vondrona niaviany taorian'ny antso filatsahan-ko fidiana manaraka ireo fepetra voalaza ao amin'ny andininy faha 7 etsy ambany:
 - Iray (1) solotena avy amin'ireo fikambanana miaro ny zon'ny ankizy;
 - Iray (1) solotenan'ireo fikambanana miaro ny zon'ny vehivavy;
 - Iray (1) solotena avy amin'ireo fikambanana miaro ny zon'ireo olona manana fahasembanana;
 - Iray (1) solotenan'ny holafitry ny mpisolovava;
 - Iray (1) solotenan'ny holafitry ny mpanao gazety;
 - Iray (1) solotenan'ny fikambanana tsy miankina amin'ny fanjakana miaro ny zon'olombelona;
 - Iray (1) solotenan'ny fikambanana sendikaly miaro ny zon'ny mpiasa

Ankoatra ny solotenan'ny fahefana mpanatanteraka, ireo Kaomisera dia miasa mandavantaona ary araka izany dia mandray karama.

Alohan'ny andraisany ny asany, ireo mpikambana ao amin'ny Vaomiera dia manao fianianana eo anatrahan'ny Fitsarana Tampony mandritra ny fotoam-pitsarana manetriketrika araka izao manaraka izao:

« Izaho.....mpikambana ao amin'ny Filankevi-pirenena Mahaleotena momba ny Zon'olombelona dia miniana fa hanatontosa am-pahamarinana sy am-pahaleovantena tanteraka ary tsy mitanila ary hanokana manontolo ny heriko ho fampivoarana sy fiarovana ny Zon'olombelona anatin'ny fanajana ny Lalam-panorenana, ireo lalàna iraisam-pirenena miaro ny Zon'olombelona ary ny lalàna manan-kery eto amin'ny tany sy ny fanjakana ».

And.7. Ireo mpikamba ao amin'ny Vaomiera dia tsy maintsy mahafeno ireto fepetra manaraka ireto:

- a. mizaka ny zom-pirenena Malagasy;
- b. manana fahalalana manokana sy traikefa ampy momba ny zon'olombelona;
- c. fantatra amin'ny fahitsiana, fitondrantena mendrika, fahamarinana sy mandala ireo soatoavina sy fotokevi-dehibe momba ny zon'olombelona;
- d. tsy mpikambana mpitantana antoko politika;
- e. tsy manao asan'olomboafidy amin'ny sehatry ny asam-panjakana na tsy miankina mandavantaona ankoatry ny asa mpampianarana na fikarohana.

And.8. Ny fanendrena ireo mpikambana dia atao amin'ny alalan'ny didim-panjakana ataon'ny Filoha ny Repoblika ao anaty ny fepotoana iray (1) volana manomboka ny daty nandraisana ny fanendrena farany avy amin'ireo vondrona voakasika.

Ireo mpikambana dia tendrena hiasa mandritra ny efa-taona (4) azo avaozina indray mandeha.

And.9. Ny fotoampiasan'ny mpikambana dia tsy azo foanana afa tsy amin'ireo tranga voatondron'ity lalàna ity sy ny fitsipika anatin'ny Vaomiera :

- tsy fahafenoan'ireo fepetra ahazoana milatsaka ho mpikambana hita taty aorianan'ny fanendrena;
- tsy fahafahana manao ny asa nohamarinin'ny Birao;
- fahadisoana lehibe voatondron'ny fitsipika anatin'ny;

Ny filohan'ny Vaomiera no manonona ny fandroahana araka ny fanapahankevitra noraisin'ny roampahatelo (2/3) ny mpikambana noho ny fahadisoana lehibe, rehefa avy nohenoina ilay mpikambana voakasika ary izany dia tsy mahasakana ny mety hisian'ny fanenjehana arakeloka azy

Ny fanampahankevitra fandroahana ataon'ny Filohan'ny Vaomiera dia azo hangatahana fanafoanana eo anatrehan'ny Filankevi-Panjakana.

And.10. Ny Birao mpanatanteraky ny Vaomiera dia mampafantara 7 volana mialohan'ny fahatamperam-potoana hiasana amin'ireo vondrona voakasika.

Ny fomba fanoloana ireo mpikamban'ny Vaomiera dia atao enimbolana mialoha ny fahatamperam-potoana hiasana araka ny fombafomba voatondro ao amin'ny andininy faha 6 y ny manaraka ao anatin'ity lalàna ity.

Raha misy fahabangan-toerana voamarin'ny Birao mpanatanteraka alohan'ny daty fahatamperan'ny fotoana hiasana dia atao ny fanoloana ny mpikambanaao anaty ny telo olana araka ireo fepetra voatondro eo amin'ny andininy faha 6 sy ny manaraka mba hamitana hatramin'ny farany ny fepotoana hiasana tavela.

And.11. ny Filoha sy ny Filoha lefitry ny Vaomiera dia fidiana avy amin'ireo Kaomiseramandritra ny fepotoana hiasana efataona azo havaozina indray mandeha.

Izy ireo no mandrafitra ny Birao maharitra ny Vaomiera.

And.12. Ny Filoha no misolotena ny Vaomiera. Izy ihany koa no mpandrindra ny fitantanambola.

Ny Vaomiera dia manana firaketan-draharaha tantanan'ny Sekretera Jeneraly tendren'ny Filoha araka ny tolokevitr'ireo mpikambana eo amin'ny fivoriambe tao aorian'ny antso tolotra fahavononana.

Ny Sekretera Jeneraly dia miasa mandavantaona ary araka izany dia mandray karama ary mijanona ho fakan-kevitra.

Ny Sekretera Jeneraly dia manao tatitra ny asa vitany amin'ny Vaomiera. Tsy isan'ny mpikambana ao amin'ny Birao mpanatanteraky ny Vaomiera izy.

And.13. Tsy misy mpikambana ao amin'ny Vaomiera azo enjehina, karohina, samborina, tazonina am-ponja na tsaraina noho ny heviny na noho ny asa nataony tao anatin'ny andraikiny ho fanatanterahana ny asany.

Ivelan'ny fahatratrarana ambodiomy, tsy misy mpikambana azo enjehina, samborina na tsaraina tsy nahazaona alalana mialoha avy amin'ireo mpikambana ao amin'ny Vaomiera.

Ny Biraosy ny toerana hiasan'ny Vaomiera dia tsy azo tohinina.

TOKO FAHATELO

Momban'ny fandaminana sy fampandehanana ny Vaomiera

And.14. Indroa isan-taona farafahakeliny no manao fivoriambe aram-potoana ny vaomiera. Azony atao ihany koa ny manao fivoriambe tsy aram-potoana mahakasika ireo raharaha maika avy amin'ny alalan'ny fiantsoana ataon'ny Filoha na nataon'ireo (2/3) ny mpikambana.

Raha tsy tratra ny fetrisa dia antsoin'ny Filoha hivory fanindroany ireo mpikambana ao anatin'ny 15 andro. Amin'io fivoriana faharoa io dia azon'ny Vaomiera atao ny maka fanapahankevitra na firy na firy isan'ny mpikambana tonga.

And.15. Ireo mpikambana ao amin'ny Vaomiera dia manana fahefana manapakevitra ankoatran'ny solotenan'ny fahefana Mpanatanteraka sy ny Sekretera Jeneraly. Raha mitovy ny isambato tamin'ny fanapahankevitra dia manana tombon-danja ny an'ny Filoha mitarika ny fivoriana.

And.16. Ny Biraosy Mpanatanteraky ny Vaomiera dia ahitana ny Filoha, ny Filoha lefitra miaraka amin'ny Mpampakateny.

Ny Biraosy Mpanatanteraka ankoatra ny famolavolana sy ny fandanianana ny tetibola, dia misahana ihany koa ny fomba itantanana ny Vaomiera, ny famaritana ny lahadinika ary ny fandrafetana tatitra.

Ny Vaomiera dia afaka manendry amin'ireo sasantsasan'ny mpikambana hanangana vondrona mpandinika hisahana raharaha manokana ary hanome torohevitra.

Ny fitsipika anatin'ny mamariparitra ny fomba fiasan'ny vondrona mpandinika.

Ny Vaomiera na ny Vondrona mpandinika dia afaka mihaino na manontany olona tokana na olona tsy ambatana manana fahaizana manokana momban'ny Zon'olombelona.

And.17. Ny Vaomiera dia miara miasa ary mifarimbona amin'ny Governemanta na vondrona tsy miakina izay miasa ho fampiroboroboana sy fiarovana ny Zon'ny isam-batan'olona, zo politika, zo ara-toekarena, zo ara-tsosialy sy ara-kolontsaina ary ho fiarovana ireo vondron'olona marefo.

And.18. Ny Vaomiera dia manana fahefana hiteny mivantana amin'ny vahoaka na avy amin'ny alalan'ny gazety mba hampafantarany ny asany ary indrindra mba ho fanta-bahoaka ireo heviny na toroheviny.

And.19. Ny Vaomiera dia mamoka tatitra isan-taona momba ny asany ary manolotra izany ho an'ny Parlemanta ka andefasana dika mitovy:

-ny Filohan'ny Repobilika;

-ny Praiministra lehiben'ny Governemanta;

-sy ho an'ireo ministera sy andrim-panjakana hafa voakasika;

Ny Vaomiera dia tsy maintsy mamoka ho fanta-bahoaka ny tatitra nataony.

And.20. Arakaraka ny filàna ny Vaomiera dia afaka manangana ratsamangaika any amin'ny faritany na any amin'ny faritra mba hanampy azy amin'ny fanatanterahana ny asany.

Ny fananganana sy ny fampandehanana ireo ratsamangaika ireo dia faritana amin'ny alalan'ny didim-panjakana.

TOKO FAHA EFATRA

Momba ny fahefan'ny Vaomiera

And.21. Ny Vaomiera dia manana fahefana malalaka handinika izay raharaha rehetra na natolotry ny Governemanta na notanany mivantana avy amin'ny tolokevitra nataon'ny mpikambana na ihany koa avy amin'olontsotra mpangataka ka tafiditra ao anatin'ny fari-pahefany.

Ny fitarainana dia mety ho avy amin'olontokana na mitambatra. Ny Vaomiera dia azon'ny olona niharambaina na izay manan-jo mahasolo azy itondrana ny fitarainana, ary tahaka izany koa ireo vondrona tsy miankina amin'ny fanjakana miasa momba ny zon'olombelona na ihany koa olona tokana na olona tsy ambatana.

Ny fitondrana fitarainana eo anatrehan'ny Vaomiera dia atao ambava na koa an-tsoratra voarakitra ao amin'ny Biraosy ny Vaomiera ka manoritsoritra fanambarana tsy fanajana

zon'olombelona .Ny fitarainana dia manondro ny mombamomba ilay olona heverina ho nanao ny tsy fanajana zon'olombelona miaraka amin'ny toeram-ponenany.

And.22.Ireo fepetra mamaritra ny fitarainana azo raisina voalaza ao anatin'ny fitsipika anatin'ny dia havoaka mba ho fanta-bahoaka.

Raha mihevitra ny Vaomiera fa azo raisina ilay fitarainana dia manondro mpikambana iray izy hisahana ny fanadihadina ny raharaha sy hikaroana vahaolana hanajanonana ny tsy fanajana ny zon'olombelona.

Ny Vaomiera dia afaka mihaino olona sy maka fanazavana na antontan- taratasy ilaina amin'ny fandinihana ny toe-draharaha tafiditra ao anatin'ny fahefany.

And.23. Ambaran'ny Vaomiera fa tsy azo raisina ny fitarainana:

-mifototra fotsiny amin'ny honohono

-tsy ananan'ny Vaomiera fahefana

-raharaha efa nentina any amin'ny fitsarana na any amin'ny manampahefana ara-panjakana hafa

Na izany aza raha misy tsy fanajana zon'olombelona miharihary mandritry ny fizotran'ny fitsarana na mandritra ny fandinihana ny raharaha eo anatrehan'ny manampahefana hafa dia azon'ny Vaomiera atao ny miditra ary manome ny heviny na torohevitra mahakasika ireo fepetra ilaina hanajanonana ny tsy fanajana zon'olombelona voamarina fa nisy .

Raha nambara fa tsy noraisina ilay fitarainana, dia ampahafantarin'ny Vaomiera avy hatrany ny mpitaraina na ireo izay voakasiky izany ka ambara ny antonantony ilazana fa tsy azo raisina ilay fitarainana .Azo averina dinihina indray ilay fitarainana raha toa aty aoriana hita fa tsy mitoetra intsony ny antony tsy nandraisana ilay fitarainana.

TOKO FAHA DIMY

Ny momba ny paik'ady fandinihana fitarainana

And.24.Maimaimpoana ny fitondrana raharaha eo anatrehan'ny Vaomiera, ifanatrehana ary mijanona ho tsiambaratelo.

Tsy afaka manapakevitra ny Vaomiera raha tsy tonga manatrika ny 2/3 ny mpikambana.

Tsy azon'ny be sy ny maro atrehina ny asan'ny Vaomiera ary ny fanapahankevitra dia atao anaty trano mihidy.

And.25. Azon'ny niharamboina na ilay olona heverina ho nanao tsy fanajana zon'olombelona atao ny mangataka ny hampihatahana ny mpikambana ao amin'ny Vaomiera nohon'ny toe-draharaha voamarina.

Ireo mpikambana ao amin'ny Vaomiera dia azo hangatahana fandavana tsy hiandraikitra ny raharaha na mandà avy hatrany noho ireto antony manaraka ireto:

-na izy tenany na ny vadiny manana tombontsoa manokana ao anatin'ilay raharaha

-na izy manana rohim-pihavanana mivantana na ara-panambadiana amin'ireo voakasiky ny raharaha na olona nantsoina ho vavolombelona na niharamboina na vavolombelona amin'ny raharaha mbola anaovana fanadihadina .Izany rohim-pihavanana izany dia hatramin'ny laharana faha efatra.

-na misy finamànana na fifankahalàna lalina aminy sy amin'ny olona iray ao anatin'ny raharaha.

-na izy efa nanome ny heviny mahakasika io raharaha io.

-na ihany koa ny olona nanaovana fitarainana na niharamboina miasa aminy.

Ilay olona heverina ho nanao tsy fanajana zon'olombelona na ilay niharamboina dia tsy mahazo mandà mpikamban'ny Vaomiera mihoatran'ny 1/3.

And.26.Ny fitarainana dia ampafantarina ilay olona voatondro ho tsy nanaja zon'olombelona izay antsoina hiseho eo anatrehan'ny Vaomiera ao anatin'ny fotoana noferany.

Raha ny Vaomiera no naka fanapahankevitra avy hatrany dia antsoiny mivantana ilay olona heverina ho tsy nanaja zon'olombelona hiseho eo anatrehan'ny amin'ny daty nomeny. Io daty io dia hampafantarina ihany koa ny niharamboina na ny solotenany na izay mananjo mahasolo azy na ireo mety ho vavolombelona .

And.27. Ny Vaomiera dia afaka manokatra fanadihadiana na fikarohana fanamarinana.

Mba hazaoana manao fanadihadiana ary mandritry ny fitsidihana toera-pamonjàna, ireo sampan-draharaha voakasika dia manana andraikitra hanamora ny fitsidihana sy ny fahazoana fanazavana ary ao anatin' izany ny fahazoana antonta taratasy ilain'ny Vaomiera.

Ny fandavan'ny mpiasampanjakana na ny sampan-draharahampanjakana hanome hoan'ny Vaomiera fanazavana na antonta taratasy ilaina ankoatr'ireo voasokajy ho tsiambarantelo dia mitarika sazy ara-pitsipi-pitondrantena.

Azon'ny Vaomiera atao ny mihaino olona ahafahany mandanjalanja ny toe-draharaha nentina teo anatrehany na hitany nandritry ny fitsidihana toera-pamonj'ana.

Ny Vaomiera dia afaka miantso hanampy azy mpitandro filaminana na sampa-draharahampanjakana hafa mba anatanterahany ny fahefana nomena azy araka ity lalàna ity.

Ireo olona voantso ho henoin'ny Vaomiera dia tsy maintsy mamaly izany.

Ny Vaomiera dia mandray ireo fepetra rehetra ilaina ho fiarovana ireo niharamboina sy ireo vavolombelona.

And.28. Ny Vaomiera dia afaka mampihavana mba ho vahaolana amin'ny tranga niseho ary manome fanonerana sahaza sy ara-drariny hoan'ny niharamboina.

Ny Kaomisera voatendry dia afaka manolokevitra vahaolana hifanarahana mahakasika ireo tranga tafiditra ao anatin' izay noferan'ny lalàna. Raha tanterany izany dia manao tatitra miaraka amin'ny antsipiriany any amin'ny Vaomiera izy mba hakana fanapahankevitra sy famaranana ny raharaha.

Rehefa tapitra ny fanadihadiana sy fikaroham-panamarinana, ny Kaomisera voatendry dia mandefa tatitra hoan'ny Vaomiera hakana fanapahankevitra.

Ny tranga voalamina tamin'ny alalan'ny fampihavanana dia ankatoavin' ny andaniny sy ny ankilany. Raha tsy izany dia manolonkevitra ny Vaomiera ny hitondrana ny raharaha eo anatrehan'ny manampahefana ka ao anatin'izany ny fitondrana ny raharaha eny amin'ny fitsàrana.

TOKO FAHA ENINA

Momba ny fepetra ara-bola

And.29. Ny vola ilaina amin'ny fanatontosana ireo andraikity ny Vaomiera dia soratana mazava ao anaty teti-bola ankapoben'ny Fanjakana araka ny fepetra voalazan'ny lalàna momba ny teti-bola.

Ny Vaomiera dia manana sora-bola mizakatena voasoratra ao amin'ny lalàna momba ny teti-bola ary tantanina araka ny fitsipika mahakasika ny fitantanam-bola panjakana.

Ny vola omena dia mahasahana ny fandania momban'ny fampandehan-draharaha sy ny fampitaovana.

And.30. Ao anatin'ny fanajana ny fahaleovantenany, ny Vaomiera dia afaka mandray fanolorana, fanomezana sy famatsiam-bola avy amina Vondrona mpanampy tsimiankina sy avy amin'ireo mpiaramiombonantoka amin'ny fampandrosoana.

And.31. Ho fepetra tetezamita ary mandra-pahatanteraka ny fananganana ny Biraon' ny Vaomiera dia hisy Vaomiera Manokana hiandraikitra ny famolavolana sy ny fanohanana ny tetibola omena ny Vaomiera mandritra ny fivoriana momba ny tetibola hosoratana ao anatin'ny lalàna momba ny teti-bola 2014.

Ny Vaomiera Manokana dia ahitana ireto:

- roa (2) solotenan'ny Primatoria
- roa (2) solotenan'ny ministeran'ny raharaham-bahiny
- roa (2) solotenan'ny ministeran'ny fitsarana
- roa (2) solotenan'ny ministeran'ny vola

Ny Vaomiera Manokana dia tarihin'ny Primatoria; Ny Biraon' dia manomana, mamolavola ary mitondra ny teti-bola amin'ny fivoriana momba ny tetibola.

TOKO FAHA FITO

Momba ny fepetra farany

And.32. Foana ary tsy manankery izay rehetra fepetra teo aloha mifanohitra amin'ity lalàna ity indrindra ny lalàna 2008 012 tamin'ny 17 jolay 2008 nanangana ny CNDH.

And.33. Raha toa ka ilaina dia didipanjakana no hamariparitra ireo fomba hampiharana ity lalàna ity;

And.34. Ity lalàna ity dia havoaka amin'ny gazetimpanjakanan'ny Repoblika ary mihatra ho lalàm-panjakana.

Navoaka teto Antananarivo ny....

NY FILOHAN'NY REPOBLIKA

Hery RAJAONARIMAMPIANINA

Hita ary ampiarahana amin'ny didim-panjakan laharana faha 2014- 761 ny 10 jona 2014
Ny Piraiministra, Lehiben'ny Governemanta

KOLO Roger